



Pourquoi et comment la crise ukrainienne risque d'aggraver les crises alimentaires à travers le monde

En résumé :

La crise en Ukraine a fait [exploser les prix](#) des denrées alimentaires dans le monde entier au cours des dernières semaines, [certaines prévisions](#) estimant que la hausse pourrait atteindre 20 %. Cette situation aggrave des crises de la faim déjà dévastatrices et fait craindre des pénuries alimentaires.

Plus de 161 millions de personnes dans 42 pays souffrent déjà d'une faim aiguë. Plus d'un demi-million de personnes connaissent des conditions proches de la famine dans certaines régions d'Afrique de l'Est et du Moyen-Orient, et 10,5 millions de personnes sont confrontées à des niveaux élevés de faim et de malnutrition dans les pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad).

L'Ukraine et la Russie sont des acteurs importants sur le marché mondial des exportations alimentaires. La Russie est le premier exportateur de blé avec une part de près de 17 % du marché mondial, tandis que l'Ukraine est le troisième exportateur de blé avec près de 12 % du marché mondial. La situation en Ukraine et en Russie a un impact considérable sur certains pays déjà en proie à la faim car ces derniers importent une part importante de leur blé d'Ukraine ou de Russie. A titre d'exemple, [l'Érythrée, importe la totalité de son blé de ces deux seuls pays](#).

Le problème le plus important, toutefois, est l'accès à une nourriture abordable, et non sa disponibilité. Les habitants des pays à faible revenu ne peuvent pas payer le prix de produits tels que le pain qui, dans de nombreux pays, est fabriqué à partir de blé importé. La raison ? Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et les catastrophes d'origine climatique, comme la sécheresse au Sud-Soudan, couplées à des conflits régionaux, ont fait augmenter les prix sans que les revenus ne suivent.

À court terme, les pays donateurs doivent combler l'écart entre ce que les gens peuvent payer et la hausse des prix, et fournir une aide indispensable aux personnes souffrant de la faim au Moyen-Orient et en Afrique, qui seront encore plus touchées par la hausse des prix alimentaires. À long terme, les gouvernements doivent soutenir le développement de systèmes alimentaires durables, résilients et locaux, basés sur la production à petite échelle et l'agriculture familiale, qui devraient constituer le fondement même de la sécurité alimentaire des populations. La crise actuelle souligne l'urgence et l'importance de cette démarche.

En détails :

Quelle est la situation ?

Les marchés agricoles mondiaux se sont emballés lorsque la crise ukrainienne a éclaté. Bien que les réserves mondiales de blé soient saines - c'est-à-dire qu'il n'y a pas de problème immédiat d'offre mondiale supérieure à la demande - le marché à terme sur le blé de Chicago, influent dans le secteur, [a augmenté de 50 % en quelques jours](#). Des craintes ont été émises concernant une absence de semis cet été en Ukraine en raison de la crise, ce qui exercerait une pression supplémentaire sur les prix des denrées alimentaires.

Les prix alimentaires étaient déjà élevés avant la crise ukrainienne, avec une [augmentation des prix du blé de 80 % entre avril 2020 et décembre 2021](#). L'indice FAO des prix alimentaires, qui suit les prix internationaux des denrées alimentaires, a atteint un [nouveau record historique](#), dépassant le précédent sommet de 2011. De nouvelles hausses de prix et une inflation alimentaire sont probables, s'étendant notamment aux engrais et à l'énergie.

Bien que la volatilité du marché du blé se soit atténuée, elle reste élevée. Pour les personnes vivant dans les pays qui dépendent des exportations de blé, et pour l'ensemble du système alimentaire humanitaire mondial, cette situation est potentiellement catastrophique. Le monde va connaître des pics de pauvreté et de faim directement liés à ce phénomène de marché, à partir du jour où la crise en Ukraine a commencé, ce qui va intensifier ou aggraver les crises de la faim dans des pays comme le Yémen, la Syrie, l'Éthiopie, le Sud-Soudan et bien d'autres. Au niveau mondial, l'augmentation des prix des denrées alimentaires sera ressentie de manière plus aiguë encore par ceux qui supportent déjà le poids de la faim : les femmes, les enfants et les populations vulnérables.

Oxfam note que le 11 mars les ministres de l'agriculture du G7 ont déclaré au terme d'une réunion extraordinaire : "Nous ne tolérerons pas de prix artificiellement gonflés qui pourraient diminuer la disponibilité des produits alimentaires et agricoles. Nous lutterons également contre tout comportement spéculatif qui met en danger la sécurité alimentaire ou l'accès à la nourriture pour les pays ou les populations vulnérables. C'est pourquoi nous surveillons de près les marchés affectant le système alimentaire, y compris les marchés à terme, afin de garantir une transparence totale." Cet engagement doit être mis en œuvre dès maintenant.

Qui importe et qui dépend des exportations de blé russe et ukrainien ?

13 pays à faible ou moyen revenu dépendent des importations russes et ukrainiennes de produits alimentaires et d'engrais pour nourrir leurs populations, dont certaines sont déjà confrontées à des conditions proches de la famine. Près de [50 pays dépendent de l'Ukraine et de la Russie pour plus de 30 % de leurs besoins](#) en importations de blé.

L'Érythrée et la Somalie dépendent presque entièrement des importations de blé en provenance de Russie et d'Ukraine. En 2021, l'Érythrée a importé la totalité de son blé de Russie (53 %) et d'Ukraine (47 %). La Somalie en a importé plus de 90 %. Le Yémen s'approvisionne pour près de la moitié de ses besoins en blé auprès de ces deux pays.

Que s'est-il passé jusqu'à présent ?

Les prix des denrées alimentaires sont déjà élevés en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et du ralentissement économique consécutif à la pandémie de Covid-19. De nombreux pays ne disposent pas des ressources nécessaires pour faire face aux multiples situations de crise créées par la pandémie, les effets du changement climatique et les conflits de longue durée, auxquels s'ajoute la crise en Ukraine qui entraîne une volatilité des marchés alimentaires. Il n'y a pas suffisamment de filets de sécurité en place pour soutenir les personnes en situation de vulnérabilité.

Le système alimentaire mondial actuel est en panne. Le monde a connu une crise des prix alimentaires similaire en 2007 et 2008. L'indice FAO des prix alimentaires a augmenté de près de 40 % en 2007, contre 9 % l'année précédente. [Oxfam a mis en lumière le fait que la faim est liée à l'impossibilité pour les populations d'acheter de la nourriture, et non pas au fait qu'il n'y en avait pas assez](#). Cependant, les politiciens et les décideurs se sont concentrés sur l'augmentation de la production, tant pour stabiliser les prix que pour répondre à la croissance démographique. Ces décisions n'ont pas permis de remédier aux déficiences structurelles du système alimentaire mondial. Au contraire, elles ont permis de maintenir le statu quo alors que de plus en plus de personnes souffrent de la faim. Il est essentiel qu'ils tirent les leçons des erreurs du passé.

Ces dernières années, le monde a connu des récoltes record de production de céréales. On estime que [près de 3 milliards de tonnes de céréales](#) seront produites en 2022. L'augmentation de la production mondiale n'est pas la solution. Les agriculteurs produisent plus que nécessaire [pour nourrir l'ensemble de la planète](#). L'inégalité et la pauvreté sont les principaux moteurs de la faim - les individus n'ont simplement pas les moyens d'acheter leurs prochains repas.

Alors que la crise de la Covid-19 a révélé la fragilité du système alimentaire mondial face aux chocs extérieurs, la crise ukrainienne montre à quel point les pays à faible revenu dépendent du marché mondial pour leurs approvisionnements alimentaires de base, faisant reposer leur sécurité alimentaire sur une poignée de pays exportateurs de céréales. Cette dépendance à l'égard des importations de denrées alimentaires rend ces pays, déjà dépourvus de réserves de devises étrangères, particulièrement vulnérables aux perturbations du marché et aux hausses de prix.

Où sont les principaux foyers de la faim ?

Étude de cas : Afrique de l'Est

Combien souffrent de la faim ?

Plus de 21 millions de personnes en Afrique de l'Est souffrent de faim extrême.

Pourquoi ?

Le Kenya, l'Éthiopie et la Somalie sont confrontés à l'une des pires sécheresses depuis 40 ans. Le Sud-Soudan a subi pour la cinquième année consécutive de graves inondations, qui ont perturbé la vie et les moyens de subsistance de 835 000 personnes et interrompu les activités agricoles. Ces événements ont aggravé une situation de faim déjà dramatique causée par le conflit, le COVID-19 et

la récente infestation acridienne qui a été la pire en 70 ans au Kenya et la pire en 25 ans en Éthiopie et en Somalie

La hausse des prix des denrées alimentaires exacerbe la crise de sécurité alimentaire à laquelle sont confrontées ces communautés. En janvier 2022, les prix des céréales de base en Somalie ont plus que doublé par rapport à l'année précédente. Dans toute la région, la diminution des récoltes a entraîné une réduction des approvisionnements et une augmentation des prix

[Une mère au Sud-Soudan](#) a déclaré qu'elle et ses neuf enfants ont échappé à la crue des eaux qui ont inondé leur maison à Ganyiel, et dit maintenant : "Le plus grand problème auquel je suis confrontée avec mes enfants est la faim."

Quel impact de la crise ukrainienne ?

L'Ukraine et la Russie sont toutes deux d'importants fournisseurs de blé et de produits à base de blé pour les pays d'Afrique de l'Est. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement risquent de pousser davantage de personnes au bord de la famine.

Étude de cas : Sahel

Combien souffrent de la faim ?

[Selon la FAO](#), en seulement trois ans, le nombre de personnes qui se rapprochent de la famine est passé de 3,6 millions à 10,5 millions dans cinq pays – le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger.

Pourquoi ?

Une crise absolue se déroule sous nos yeux dans la région du Sahel selon le Programme Alimentaire Mondial, qui a [besoin de 470 millions de dollars](#) pour poursuivre ses opérations au Sahel les six prochains mois.

Au Mali, par exemple, le triple impact de l'insécurité croissante, des sécheresses et du Covid-19 a plongé un nombre record de [1,2 million de personnes dans une crise alimentaire](#) en 2021. Et les financements ne sont pas au rendez-vous dans la région. Au Burkina Faso, [44% seulement du plan de réponse humanitaire a été financé](#) en 2021.

Quel impact de la crise ukrainienne ?

Le conflit en Ukraine risque fort d'avoir un impact négatif sur le déploiement des fonds nécessaires au soutien à la région du Sahel. Certains donateurs ont déjà indiqué à une organisation humanitaire présente au Burkina Faso qu'ils procéderaient à une réduction de 70% de leur financement dans le pays afin de soutenir les opérations en Ukraine.

Étude de cas : Yémen

Combien souffrent de la faim ?

Plus de 17 millions de personnes - soit la moitié de la population du Yémen - n'ont pas assez de denrées pour se nourrir et il existe des foyers de famine.

Pourquoi ?

Quatre millions de personnes ont fui leurs maisons et leurs fermes et ont quitté leur emploi à la suite de sept années de conflit. En raison de la croissance démographique, des invasions de criquets et de l'extraction incontrôlée des eaux souterraines, le pays ne dispose plus de suffisamment de terres cultivables pour nourrir sa population. Le Yémen a longtemps importé plus de 90 % de ses aliments de base, principalement du blé et du riz.

Quel impact de la crise ukrainienne ?

Du 20 décembre 2021 au 6 mars 2022, 42 % du blé du Yémen a été expédié d'Ukraine, selon une source de transport maritime consultée par Oxfam. À la suite de la crise ukrainienne, l'un des principaux importateurs de céréales du Yémen a déclaré à Oxfam que les prix mondiaux des céréales

avaient augmenté et qu'il avait du mal à se procurer du blé sur les marchés internationaux en raison de l'augmentation considérable de la demande.

Au cours de la première semaine de mars 2022, les prix du blé ont augmenté de près de 20 %, selon une enquête menée par Oxfam auprès de détaillants et de négociants yéménites à Sanaa.

Étude de cas : Syrie

Combien souffrent de la faim ?

12,4 millions de personnes sont confrontées à une crise de la faim.

Pourquoi ?

[Les Syriens avaient peur de mourir de la guerre, ils ont maintenant peur de mourir de faim. Les prix des denrées alimentaires ont doublé l'année dernière](#) et 6 Syriens sur 10 - soit 12,4 millions de personnes - ont du mal à mettre de la nourriture sur la table. Il s'agit du nombre le plus élevé de personnes souffrant de la faim depuis le début du conflit

À Damas, les gens font souvent la queue pendant des heures pour obtenir du pain subventionné dans les boulangeries d'État. Ils attendent parfois jusqu'à six heures, soit presque une journée de travail complète. Nous entendons des histoires de familles qui se couchent tôt pour éviter les affres de la faim.

Une femme syrienne a confié à Oxfam : "Cela n'a aucun sens pour nous de penser à demain, si nous ne pouvons même pas trouver de quoi mettre sur notre table aujourd'hui pour nourrir nos enfants."

Quel impact de la crise ukrainienne ?

La Syrie dépend fortement de la Russie pour ses importations de blé. Bien que les données soient difficiles à obtenir, la crise en Ukraine a poussé le gouvernement syrien à commencer le rationnement des réserves alimentaires, notamment du blé, du sucre, de l'huile et du riz, par crainte de pénuries et de flambées des prix.

Ce qui doit être fait

SAUVER DES VIES IMMEDIATEMENT : Les gouvernements des pays riches doivent immédiatement combler le déficit de financement des appels humanitaires des Nations unies pour 2022 en direction de l'Afrique de l'Est et du Moyen-Orient. Il est urgent d'augmenter le financement de l'aide alimentaire et de l'agriculture pour sauver des vies et éviter une catastrophe alimentaire imminente. L'appel des Nations unies pour ces deux régions (y compris l'Éthiopie, la Somalie et l'appel régional pour les réfugiés de la Corne de l'Afrique et du Yémen) est actuellement sous-financé à 99 %. L'augmentation des besoins en aide alimentaire et l'augmentation des coûts de l'aide humanitaire en raison de la hausse des prix signifient que ces appels sont plus urgents que jamais et pourraient augmenter.

RESPECTER LES ENGAGEMENTS : Les gouvernements donateurs ne doivent pas [rediriger l'aide, les ressources ou les engagements politiques déjà pris en faveur des crises alimentaires existantes](#). Toutes les personnes souffrant de crises, que celles-ci soient nouvelles ou durables, ont le même droit de survivre et de reconstruire leur vie et leurs moyens de subsistance.

RÉGULER LES MARCHÉS : Les gouvernements doivent éviter les restrictions aux exportations et identifier les mesures permettant de maîtriser et de reprendre le contrôle des marchés. La transparence des marchés doit être accrue et de nouvelles règles doivent être mises en œuvre

pour empêcher que la spéculation financière excessive n'alimente la volatilité des prix alimentaires.

TRANSFORMER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES : Nous avons besoin d'un système alimentaire qui fonctionne pour tout le monde. Cela signifie un système alimentaire capable de résister à des chocs tels que la crise climatique et l'inflation rapide des prix sur les marchés alimentaires internationaux, et qui ne contribue pas à la destruction de l'environnement. Les gouvernements doivent fournir les fonds publics nécessaires à la création de systèmes alimentaires équitables, justes pour les hommes comme pour les femmes, et durables, en se concentrant particulièrement sur la production agroécologique, intrinsèquement moins dépendante des importations de nourriture pour les animaux et d'intrants agricoles, et plus résiliente aux impacts du changement climatique.

GARANTIR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES POLITIQUES COMMERCIALES : Les règles du commerce international devraient soutenir le développement des systèmes alimentaires locaux et régionaux et éviter la concurrence déloyale des grands conglomérats agricoles. Il est nécessaire de réglementer les industries alimentaires nationales des pays fortement exportateurs afin de garantir que les exportations ne menacent pas le développement et la stabilité des marchés locaux et régionaux des pays tiers.

DÉVELOPPER UNE PROTECTION SOCIALE UNIVERSELLE : Il est urgent que chaque gouvernement mette en œuvre des mesures de protection sociale universelles et adéquates pour soutenir sa population, en veillant à ce que les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables bénéficient d'une protection sociale décente. Les mesures doivent inclure des transferts inconditionnels d'argent ou de nourriture de large ampleur, réguliers, prévisibles, et automatiquement déclenchés par les hausses de prix.